

Les subsides

● (2040)

Dans le secteur de la recherche et du développement, le dossier du gouvernement libéral pendant les années 70, et même les années 60, est absolument désolant. Je pense que les diverses commissions et études auxquelles le député a fait allusion en ont eu long à dire sur la faible quantité de recherche et développement qui s'est faite au Canada dans les années 70. La R et D, en pourcentage du produit national brut, est tombée à 1.9 p. 100. C'est à peu près le même niveau qu'en Irlande et au Portugal. Pendant les années 70, la décennie de négligence de la part des libéraux, nos installations de recherche dans les universités se sont dégradées. Des études ont montré l'état déplorable de l'équipement de nos universités. Il n'y a pas d'espoir immédiat de financement pour moderniser l'équipement dont les scientifiques du Canada ont tellement besoin. En fait, si le gouvernement désirait réellement un secteur de recherche et développement fort, je dis qu'il devrait présenter immédiatement des mesures de financement d'urgence pour moderniser l'équipement de nos universités. Ce serait un geste important et aussi symbolique de l'intention du gouvernement d'améliorer la R et D dans notre pays.

De plus, au cours des années 70, sous la direction des libéraux, nous avons vu un exode massif des cerveaux. En réalité, les prévisions montrent que même si nous affectons 1,5 p. 100 du PNB à la R et D, objectif que proposait le discours du trône à l'ouverture de cette législature, il est douteux qu'il y aurait suffisamment de personnel qualifié pour pourvoir tous les postes scientifiques en raison du manque de fonds destinés à la communauté scientifique.

On essaie toujours de blâmer les travailleurs. Nos amis conservateurs et le gouvernement libéral se plaisent à blâmer les travailleurs canadiens, qui, selon eux, ne seraient pas assez productifs. Selon moi, la faute en est en partie au gouvernement, car, dans les années 70, alors que l'industrie aurait dû réinvestir dans la recherche et le développement et moderniser ses usines et son matériel, elle n'en a rien fait. Le taux d'investissement dans la recherche et le développement a été extrêmement bas, au-dessous de 9 p. 100 du PNB. On peut blâmer à la fois le gouvernement et l'industrie privée. Du fait que les principales industries de ce pays sont des filiales de multinationales, il s'y fait très peu de recherche et de développement au Canada. Cela signifie que très peu de capital est réinvesti dans le renouvellement du matériel. En d'autres mots, on écrème, on verse des dividendes aux actionnaires dans le monde entier sans que des sommes suffisantes soient réinvesties pour moderniser. L'industrie et le gouvernement et les laquais de l'industrie, les conservateurs, ont eu le culot de s'en prendre aux travailleurs canadiens.

Pour moi, la productivité est une chose bien simple. C'est la différence entre la personne qui scie 24 heures sur 24 avec une scie à main et celle qui passe trois heures à scier avec une scie électrique. Évidemment, celle qui a la scie électrique sera plus productive que l'autre, peu importe la motivation de chacune.

La personne qui se sert d'une scie à main peut être très motivée et travailler 24 heures sur 24, elle produira quand même moins que l'autre travailleur, qui a des moyens supérieurs.

Nous avons effectivement besoin d'une stratégie industrielle et, je dirai même, d'une stratégie socio-industrielle.

Au cours des années 70, les libéraux ont également négligé les sciences sociales. Ils ont réduit les fonds à la disposition des sciences sociales et des universités. Le gouvernement d'en face a une large part de responsabilité à ce chapitre. Le Nouveau parti démocratique réclame depuis des années une stratégie industrielle et sociale. En fait, c'est là un des principaux éléments de notre théorie. Il nous faut des stratégies nationales et des objectifs nationaux pour assurer la cohésion de l'industrie, des sciences et du gouvernement. Sans ces stratégies, si l'on se fie uniquement au mécanisme aveugle du marché, il faut s'attendre à une anarchie économique et sociale et c'est ce qui se passe aujourd'hui.

Par conséquent, je trouve amusant que, dans leur motion d'opposition, les conservateurs réclament une stratégie industrielle alors que la plupart des discours que j'ai entendus aujourd'hui laissent entendre qu'en fait il faut laisser le marché dicter sa loi. À les entendre, le gouvernement doit laisser les capitaines d'industries, les banques, les financiers, etc., prendre les décisions qui feront marcher l'industrie et qui engendreront de nouvelles connaissances scientifiques, de nouvelles recherches et de nouveaux progrès. Je trouve étonnant que, d'une part, ils réclament une stratégie industrielle alors que, d'autre part, ils affirment que le public n'a aucun rôle important à jouer dans la vie économique du pays, que ce n'est pas à lui de décider de la place qui sera accordée à la recherche ou au développement. Ce qui m'étonne le plus, c'est d'entendre certains conservateurs, qui devraient avoir une idée plus réaliste de la situation, proférer de telles paroles. À notre époque où les découvertes et les progrès scientifiques se succèdent à un rythme rapide, le secteur public prend une importance considérable. Nous avons absolument besoin de la réglementation et de la participation du gouvernement pour protéger la santé publique et l'environnement. Pourtant, mes amis conservateurs voudraient cependant que nous nous débarrassions de tous ces règlements.

M. Stevens: Ce n'est pas ce que nous disons.

M. de Jong: Ils sont pourtant les premiers à se plaindre quand l'industrie privée ne se montre pas à la hauteur de ses responsabilités publiques ou quand le gouvernement ne réussit pas à défendre l'intérêt public. Je prends l'exemple de l'urée-formaldéhyde une innovation technologique qui a été prouvée être un danger pour la santé. Les conservateurs voudraient-ils nous voir relâcher la réglementation publique et laisser se multiplier les situations comme celle de l'urée-formaldéhyde?

M. Stevens: Qui a poussé les entreprises dans cette voie?

M. de Jong: Est-ce bien le cas? Mais quand l'accident se produit, les conservateurs insistent pour que le gouvernement règle le problème et ramasse les pots cassés.